

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2018

incluant

- Rapport semestriel d'activité 2018
- Etats financiers consolidés condensés au 30 juin 2018
- Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2018
- Déclaration de la personne responsable du Rapport financier semestriel 2018



ECA SA

262 RUE DES FRERES LUMIERES

83 130 LA GARDE

www.ecagroup.com

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE 2018

(Extrait du communiqué de presse diffusé le 14 septembre 2018)

ECA Group : amélioration de la rentabilité au 1er semestre 2018

(En millions d'euros)	S1 2018	S1 2017 Retraité IFRS 15 ¹	Variation	S1 2017 publié
Chiffre d'affaires	50,4	55,2	-8,6%	54,4
EBITDA²	5,3	4,9	+9,7%	3,6
% chiffre d'affaires	10,6%	8,8%	177bps	6,6%
EBITDA ajusté³	5,5	5,5	-1,5%	4,3
% chiffre d'affaires ajusté	10,9%	10,3%	53bps	8,1%
Résultat opérationnel	0,9	0,8	+5,3%	0,7
Résultat opérationnel ajusté³	1,7	2,1	-18,3%	2,0
Charges et produits financiers	0,7	(0,4)	+302,3%	(0,4)
Impôt	(0,6)	(0,1)	ns	0,0
Résultat net	1,0	0,4	+138,5%	0,3

¹ A compter du 1er janvier 2018, le Groupe applique la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients ». Toutes les variations et tous les commentaires mentionnés dans le présent communiqué sont en comparaison aux chiffres 2017 retraités de l'application de cette norme. Des états de passage détaillés figurent dans le rapport financier du premier semestre 2018.

² Résultat opérationnel courant avant dotations nettes aux amortissements et provisions

³ Pour apprécier les performances de ses activités pérennes, le Groupe présente et commente, outre des données publiées, des données ajustées (rapprochées des données publiées dans le rapport financier semestriel). Les ajustements concernent principalement la contribution d'ECA Sindel et de SSI. Les données chiffrées de ce communiqué de presse ne sont pas exprimées en données ajustées, sauf mention contraire.

Marge d'EBITDA à deux chiffres et forte amélioration de la trésorerie générée par l'activité

Au premier semestre 2018, le **chiffre d'affaires** d'ECA Group s'établit à 50,4 millions d'euros, en retrait de 8,6% par rapport au premier semestre 2017. Ce recul traduit le niveau insuffisant des prises de commandes observé avant la fin de 2017. Les bonnes performances de la Simulation depuis le début de l'exercice et du pôle Aérospatial au deuxième trimestre compensent partiellement le recul du pôle Robotique. Hors contribution des activités arrêtées en 2018, le chiffre d'affaires ajusté s'établit à 50,1 millions d'euros, en recul de 6,3% par rapport au premier semestre 2017.

Malgré le recul du chiffre d'affaires, la marge d'EBITDA du Groupe s'améliore à 10,6% contre 8,8% au premier semestre 2017 (10,9% et 10,3% en données ajustées), reflétant l'impact des mesures visant à améliorer l'efficacité opérationnelle mises en place depuis la fin de l'exercice 2017. L'**EBITDA** progresse de 9,7% à 5,3 millions d'euros au premier semestre 2018, contre 4,9 millions d'euros en 2017.

Le **résultat opérationnel courant** s'élève à 1,6 million d'euros, contre 1,2 million d'euros au premier semestre 2017. Le résultat opérationnel est notamment impacté par des coûts de restructuration pour un montant de 0,7 million d'euros.

Les **charges et produits financiers** contribuent favorablement au résultat (+0,7 million d'euros contre -0,4 million en 2017), notamment du fait de l'encaissement de 0,6 million d'euros d'intérêts moratoires perçus dans le cadre d'un remboursement de crédit d'impôt recherche.

Le **résultat net** du Groupe s'établit à 1,0 million d'euros au premier semestre 2018, contre 0,4 million d'euros sur la même période de l'exercice précédent.

La trésorerie générée par l'activité est en forte hausse sur les six premiers mois de l'année à 4,2 millions d'euros contre -5,0 millions d'euros en 2017. Elle bénéficie d'une amélioration du **besoin en fonds de roulement** qui se réduit nettement de 2,2 millions d'euros au 30 juin 2018, contre une hausse de 7,9 millions d'euros au 30 juin 2017.

Au 30 juin 2018, la **dette nette** s'élève à 10,9 millions d'euros (diminuée de la valeur de l'autocontrôle pour 1,3 million d'euros), contre 13,0 millions d'euros au 31 décembre 2017.

La réduction de la dette nette s'explique notamment par un niveau moins soutenu des **investissements** à 3,0 millions d'euros au premier semestre 2018, contre 4,0 millions d'euros au premier semestre 2017, qui avaient été particulièrement élevés pendant plusieurs années.

Performance par pôle

(En millions d'euros)	Chiffre d'affaires			EBITDA		
	S1 2018	S1 2017 IFRS 15	Variation	S1 2018	S1 2017 IFRS 15	Variation
Robotique	27,7	33,7	-18,0%	4,0	3,9	+4,4%
Aérospatial	16,8	17,7	-4,7%	0,3	0,7	-53,9%
Simulation	5,9	3,8	+54,3%	0,9	0,4	+104,1%
Structure & éliminations	0,0	(0,0)	ns	0,0	(0,1)	ns
Consolidé	50,4	55,2	-8,6%	5,3	4,9	+9,7%
Ajusté	50,1	53,5	-6,3%	5,5	5,5	+1,5%

Au premier semestre, le chiffre d'affaires du pôle **Robotique** s'établit à 27,7 millions d'euros, en baisse de 18,0% par rapport au premier semestre 2017 et de 14,3% à périmètre comparable (déconsolidation de ECA Sindel au 1er janvier 2018). Cette performance est la conséquence des retards de commandes constatés jusqu'à la fin de 2017 qui pénalisent les premiers mois de 2018.

L'EBITDA du pôle est en hausse de 4,4% à 4,0 millions d'euros au premier semestre 2018, soit une marge d'EBITDA de 14,6% contre 11,5% au premier semestre 2017, reflétant la déconsolidation d'ECA Sindel et les premiers effets des mesures mises en place afin de renforcer l'efficacité opérationnelle.

Dans le pôle **Aérospatial**, le chiffre d'affaires s'élève à 16,8 millions d'euros, en baisse de 4,7% par rapport au premier semestre 2017. Le chiffre d'affaires est néanmoins en hausse de 3,1% sur le deuxième trimestre, soutenu par la bonne performance de l'activité équipements embarqués. Cette diminution du chiffre d'affaires se traduit par une baisse de l'EBITDA du pôle, en retrait de 53,9% à 0,3 million d'euros au premier semestre 2018.

Enfin, la **Simulation** affiche une croissance de 54,3% par rapport au premier semestre 2017 à 5,9 millions d'euros, portée par l'exécution du second contrat pour des simulateurs de conduite de véhicules militaires qui se poursuivra sur le deuxième semestre. L'arrêt de l'activité du pôle devenue non stratégique a été réalisé au troisième trimestre 2018. Ajusté de la contribution de cette filiale, le chiffre d'affaires du pôle ressort à 5,6 millions d'euros au premier semestre 2018, contre 3,6 millions d'euros à la même période de l'exercice précédent.

L'EBITDA du pôle Simulation s'élève à 0,9 million d'euros au premier semestre 2018, contre 0,4 million d'euros en 2017, soit en forte hausse de 104,1% (1,0 million et 0,7 million soit +34,2% en données ajustées).

Perspectives

Au 30 juin 2018, le **carnet de commandes** d'ECA Group s'élève à 99 millions d'euros contre 96 millions d'euros au 31 décembre 2017, soit une hausse de 2,2%. Le Groupe a enregistré plusieurs succès commerciaux en Robotique durant les six premiers mois de l'année après une année 2017 impactée par des décalages de commandes. Le Groupe devrait enregistrer de nouvelles commandes significatives avant la fin de l'exercice.

Dans la Simulation et l'Aérospatial, le Groupe est positionné sur plusieurs appels d'offres importants supérieurs à 5 millions d'euros. Dans le pôle Robotique, les équipes sont mobilisées sur un appel d'offres particulièrement structurant.

Dans ce contexte, ECA Group confirme son objectif de chiffre d'affaires 2018 en légère progression par rapport à 2017 et d'amélioration de sa rentabilité, l'accent étant mis sur une meilleure efficacité opérationnelle et une réduction des coûts.

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES CONDENSES AU 30 JUIN 2018

NOTE RELATIVE AUX TRANSACTIONS REALISEES AVEC DES PARTIES LIEES

Les parties liées sont les personnes (administrateurs, dirigeants d'ECA SA ou des principales filiales) ou les sociétés détenues ou dirigées par ces personnes. Les transactions suivantes réalisées par le groupe au cours du semestre avec des parties liées ont été identifiées :

<i>en milliers d'euros, dans les comptes du groupe</i>	GUILLERME SAS	GROUPE GORGÉ	FILIALES de GROUPE GORGÉ	ADMINISTRATEUR
Compte de résultat				
Chiffre d'affaires	-	-	-	-
Autres produits	-	-	15	-
Achats et charges externes	(184)	(455)	(147)	-
Charges de personnel	-	-	-	(79)
Bilan				
Créances clients	-	9	8	-
Dettes fournisseurs	-	273	40	-
Comptes courants créditeurs	-	-	-	-
Dettes diverses	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-
Dépôts de garantie reçus	-	-	-	-

GROUPE GORGÉ, actionnaire principal d'ECA SA, est la société de tête d'un groupe industriel coté sur Euronext.

COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS AU 30 JUIN 2018

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDÉE

Actif

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2018	30/06/2017*	31/12/2017*
ACTIFS NON COURANTS		53 426	59 514	54 856
Écarts d'acquisition	5.1	17 483	17 982	17 483
Autres immobilisations incorporelles	5.2	19 708	22 867	20 166
Immobilisations corporelles	5.3	10 400	12 112	12 332
Coûts d'obtention et d'exécution de contrats	4.3	1 651	2 856	2 193
Participations dans les entreprises associées		5	6	5
Autres actifs financiers		1 787	1 528	1 473
Actifs d'impôt différé	8.2	2 393	2 163	1 204
Autres actifs non courants		-	-	-
ACTIFS COURANTS		95 571	98 908	106 520
Stocks nets	4.2	17 156	16 476	16 998
Actifs sur contrats	4.4	29 394	29 581	27 031
Créances clients nettes	4.4	19 400	22 730	28 087
Autres actifs courants		6 776	8 954	8 217
Actifs d'impôt exigible	8.1	13 887	15 433	15 544
Trésorerie et autres équivalents	7.2	8 958	5 734	10 642
ACTIFS DESTINÉS A LA VENTE		-	-	-
TOTAUX DE L'ACTIF		148 997	158 422	161 376

* Colonnes juin 2017 et décembre 2017 retraitées des éléments détaillés en note 1.2 (IFRS 15).

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDÉE

Passif et capitaux propres

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2017	30/06/2017*	31/12/2017*
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)		73 032	75 053	71 692
Capital ⁽¹⁾	9.1	4 429	4 429	4 429
Primes		41 441	41 441	41 441
Réserves et résultat consolidés		27 162	29 183	25 822
INTÉRÊTS MINORITAIRES		264	263	157
PASSIFS NON COURANTS		9 877	12 515	12 555
Provisions long terme	10.1	5 015	5 227	5 393
Dettes financières à long terme – part à plus d'un an	7.1	4 335	6 079	6 132
Autres passifs financiers		227	807	434
Passifs d'impôts différés	8.2	-	-	297
Avances conditionnées		300	401	300
PASSIFS COURANTS		65 824	70 591	76 972
Provisions court terme	10.2	3 667	3 697	7 167
Dettes financières à long terme – part à moins d'un an	7.1	16 792	16 690	18 966
Passifs sur contrats	4.4	9 222	9 488	9 692
Dettes fournisseurs d'exploitation		17 858	20 964	22 309
Autres passifs courants		18 284	19 752	18 838
Passifs d'impôt exigible		-	-	-
PASSIFS DESTINÉS A LA VENTE		-	-	-
TOTAUX DU PASSIF		148 997	158 422	161 376

* Colonnes juin 2017 et décembre 2017 retraitées des éléments détaillés en note 1.2 (IFRS 15).

⁽¹⁾ De l'entreprise mère consolidante.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2018	30/06/2017*	31/12/2017*
CHIFFRE D'AFFAIRES	3.3	50 415	55 161	113 490
Production immobilisée		2 021	3 085	5 049
Production stockée		1 105	123	(419)
Autres produits de l'activité		1 774	2 548	5 101
Achats consommés et charges externes		(26 921)	(32 633)	(62 743)
Charges de personnel		(22 234)	(22 974)	(45 103)
Impôts et taxes		(626)	(632)	(1 386)
Dotations aux amortissements et aux provisions nettes des reprises	4.1	(3 714)	(3 675)	(10 110)
Autres produits et charges d'exploitation		(194)	189	239
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT		1 626	1 193	4 118
Éléments non courants du résultat opérationnel	3.2.1	(733)	(345)	(5 331)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		892	847	(1 212)
Intérêts financiers relatifs à la dette brute		(75)	(72)	(166)
Produits financiers relatifs à la trésorerie et équivalents		19	(26)	13
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET (A)		(56)	(98)	(152)
Autres produits financiers (b)		868	(22)	145
Autres charges financières (c)		(86)	(238)	(447)
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS (D=A+B+C)	7.3	727	(359)	(454)
Impôt sur le résultat	8.1	(576)	(51)	(1 359)
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence		-	-	(1)
RESULTAT APRES IMPOTS DES ACTIVITES POURSUIVIES		1 042	437	(3 026)
Résultat net des activités non poursuivies		-	-	-
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		1 042	437	(3 026)
RESULTAT ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES DE LA MERE		1 039	444	(2 998)
RESULTAT ATTRIBUABLE AUX PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTROLE		3	(7)	(28)
Nombre moyen d'actions	9.2	8 779 367	8 778 184	8 780 926
Résultat net par action de base et dilué, en euros	9.2	0,118	0,051	(0,341)

* Colonnes juin 2017 et décembre 2017 retraitées des éléments détaillés en note 1.2 (IFRS 15).

ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2018	30/06/2017*	31/12/2017*
RÉSULTAT NET	1 042	437	(3 026)
Écarts de conversion	(50)	(8)	(22)
Impôts sur écarts de conversion	-	-	-
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	32	177	(111)
Impôts sur les écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	(8)	(59)	37
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	(26)	110	(96)
- dont éléments recyclables ultérieurement en résultat	(26)	110	(96)
- dont éléments non recyclables ultérieurement en résultat	-	-	-
RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ	1 016	547	(3 122)
RESULTAT GLOBAL ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES DE LA MERE	1 008	551	(3 088)
RESULTAT GLOBAL ATTRIBUABLE AUX PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTROLE	8	(5)	(35)

* Colonnes juin 2017 et décembre 2017 retraitées des éléments détaillés en note 1.2 (IFRS 15).

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	30/06/2018	30/06/2017*	31/12/2017*
RÉSULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES	1 042	437	(3 026)
Charges et produits calculés	1 179	2 877	11 811
Plus et moins-values de cessions	(334)	(181)	559
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	-	-	1
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (avant neutralisation du coût de l'endettement financier net et des impôts)	1 888	3 133	9 344
Coût de l'endettement financier net	56	98	152
Charge d'impôt	576	(51)	1 359
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (après neutralisation du coût de l'endettement financier net et des impôts)	2 520	3 282	10 856
Impôts versés	(440)	(340)	(487)
Variation du besoin en fonds de roulement	2 167	(7 931)	(9 470)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ	4 248	(4 989)	899
Opérations d'investissement			
Décassement / acquisition immobilisations incorporelles	(2 000)	(2 600)	(4 498)
Décassement / acquisition immobilisations corporelles	(750)	(1 540)	(2 519)
Encaissement / cession immobilisations corporelles et incorporelles	48	188	55
Décassement / acquisition immobilisations financières	(343)	(43)	(58)
Encaissement / cession immobilisations financières	15	2	71
Trésorerie nette / acquisitions et cessions de filiales	(3)	-	(226)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(3 033)	(3 994)	(7 175)
Opérations de financement			
Augmentations de capital ou apports	-	-	-
Dividendes versés aux actionnaires de la mère	-	(2 634)	(2 634)
Dividendes versés aux minoritaires	-	(18)	(20)
Encaissements provenant d'emprunts	231	2 341	10 487
Remboursement d'emprunts	(3 049)	(412)	(724)
Coût de l'endettement financier net	(56)	(98)	(152)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	(2 874)	(821)	6 957
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS POURSUIVIES	(1 659)	(9 803)	681
Flux de trésorerie généré par les activités non poursuivies	-	-	-
VARIATION DE TRÉSORERIE	(1 659)	(9 803)	681
<i>Incidence des variations de taux de change</i>	-	(25)	(39)
TRÉSORERIE A L'OUVERTURE	10 628	9 874	9 874
<i>Reclassement de trésorerie</i>	(22)	49	113
TRÉSORERIE A LA CLOTURE	8 947	94	10 628

* Colonnes juin 2017 et décembre 2017 retraitées des éléments détaillés en note 1.2 (IFRS 15).

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Part du groupe ou des propriétaires de la société mère						
	Capital	Réserves liées au capital	Actions d'auto-contrôle	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres – part du groupe ou des propriétaires de la société mère	Capitaux propres – part des Minoritaires ou participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
CAPITAUX PROPRES CLOTURE 2016	4 429	41 441	(1 169)	34 031	78 732	288	79 020
Impact IFRS15	-	-	-	(1 343)	(1 343)	-	(1 343)
Impact IFRS 3R ELTA	-	-	-	(302)	(302)	-	(302)
CAPITAUX PROPRES CLOTURE 2016 RETRAITE *	4 429	41 441	(1 169)	32 387	77 088	288	77 376
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-
Plan d'attribution gratuite et de souscriptions d'actions	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions d'autocontrôle	-	-	47	-	47	-	47
Dividendes	-	-	-	(2 634)	(2 634)	(20)	(2 654)
<i>Résultat net de l'exercice</i>	-	-	2	442	444	(7)	437
<i>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>	-	-	-	107	107	2	110
RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ *	-	-	2	549	551	(5)	547
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES CLOTURE JUIN 2017	4 429	41 441	(1 120)	30 303	75 053	263	75 316

(en milliers d'euros)	Part du groupe ou des propriétaires de la société mère						
	Capital	Réserves liées au capital	Actions d'autocontrôle	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres – part du groupe ou des propriétaires de la société mère	Capitaux propres – part des Minoritaires ou participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
CAPITAUX PROPRES CLOTURE 2017	4 429	41 441	(1 054)	26 996	71 812	157	71 970
Impact IFRS15	-	-	-	(120)	(120)	-	(120)
CAPITAUX PROPRES CLOTURE 2017 RETRAITE *	4 429	41 441	(1 054)	26 876	71 692	157	71 849
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-
Engagement envers les minoritaires	-	-	-	206	206	-	206
Opérations sur actions d'autocontrôle	-	-	(29)	-	(29)	-	(29)
Dividendes	-	-	-	-	-	-	-
<i>Résultat net de l'exercice</i>	-	-	9	1 030	1 039	3	1 042
<i>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>	-	-	-	(31)	(31)	5	(26)
RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ	-	-	9	999	1 008	8	1 016
Variations de périmètre	-	-	-	155	155	98	253
CAPITAUX PROPRES CLOTURE JUIN 2018	4 429	41 441	(1 075)	28 237	73 032	264	73 296

* Retraité des éléments détaillés en note 1.2 (IFRS 15).

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES CONDENSES

Les comptes semestriels consolidés condensés d'ECA SA couvrent une période de 6 mois, du 1^{er} janvier au 30 juin 2018. Ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration en date du 12 septembre 2018.

Le Groupe constate des variations saisonnières de ses activités qui peuvent affecter, d'un semestre à l'autre, le niveau du chiffre d'affaires. Ainsi, les résultats intermédiaires ne sont pas nécessairement indicatifs de ceux pouvant être attendus pour l'ensemble de l'année 2018.

Les faits marquants du premier semestre sont développés dans le rapport d'activité.

NOTE 1 PRINCIPES COMPTABLES

1.1 Principes comptables

Le Groupe prépare des états financiers consolidés selon une périodicité semestrielle, conformément à la norme IAS 34 « *Information financière intermédiaire* ». Ils n'incluent pas toute l'information requise pour l'établissement des états financiers annuels et doivent être lus en liaison avec les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils figurent dans le Document de Référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 12 avril 2018 sous le numéro D.18-0326.

Les états financiers consolidés condensés du semestre clos le 30 juin 2018 ont été établis selon des méthodes comptables identiques à celles appliquées pour l'établissement des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017 à l'exception des nouvelles normes, normes révisées et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2018.

Le Groupe n'a pas appliqué les normes et interprétations suivantes, qui n'ont pas été adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2018 ou dont l'application n'est pas obligatoire dès le 1^{er} janvier 2018 :

• Normes adoptées par l'Union européenne :

- Amendements à IFRS 9 - Clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative
- Amendements à IAS 40 – Transfert des immeubles de placement
- IFRIC 22 – Transaction en monnaie étrangère et contrepartie anticipée
- IFRS 16 – Contrats de locations

• Normes non adoptées par l'Union européenne :

- IFRS 17 - Contrats d'assurance
- IFRIC 23 - Incertitude relative aux traitements fiscaux
- Amendements à IAS 28 - Intérêts à long terme dans les entreprises associées et les coentreprises
- Amendements à IAS 28 et IFRS 10 - Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise
- Améliorations annuelles 2015-2017 des IFRS (décembre 2017)
- Amendements à IAS 19 - modification de régime, compression ou liquidation
- Amendements aux Références du cadre conceptuel dans les normes IFRS

Ces interprétations et amendements ne devraient pas avoir d'impact significatif sur les comptes du Groupe.

Le processus de détermination par ECA GROUP des impacts potentiels sur les comptes consolidés du Groupe des normes non encore applicables est en cours, notamment sur l'impact d'IFRS 16 – *Contrats de locations*, qui sera d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Selon cette norme, toutes les locations autres que celles de courte durée et celles portant sur des actifs de faible valeur doivent être comptabilisées au bilan du preneur, sous la forme d'un actif de droit d'utilisation et en contrepartie d'une dette financière.

1.2 Retraitements des informations financières des exercices antérieurs

Finalisation de l'évaluation à la juste valeur de société acquise

Le groupe a finalisé en fin d'année 2017 ses travaux d'évaluation à la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis de la société ELTA. En effet, la norme IFRS 3R prévoit que l'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs acquis doit faire l'objet de modifications rétrospectives, comme si les modifications avaient été apportées dès la date d'entrée dans le périmètre. Dans l'ensemble de l'annexe, les informations relatives à 2018 sont comparées aux informations 2017 retraitées.

Mise en œuvre de la norme IFRS 15

Le groupe a mis en œuvre pour la première fois la norme IFRS 15 – *Revenus des contrats avec les clients* en 2018. Le groupe ayant fait le choix de la méthode rétrospective complète, les états financiers du premier semestre 2018 incluent des comptes comparatifs 2017 retraités des effets de l'application de cette nouvelle norme. Le bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2017 est également ajusté.

Les principales sources d'écarts entre les règles passées et la norme IFRS 15 sont les suivantes :

Carnet de commandes.

La norme IFRS 15 introduit la notion de carnet de commandes comptable (« chiffre d'affaires restant à comptabiliser »). Le groupe n'incluait pas le carnet de commandes dans son annexe aux comptes, ce qui est désormais le cas. La définition d'IFRS 15 est conforme à celle qu'appliquait le groupe. Le carnet de commandes est néanmoins ajusté du fait des ajustements pratiqués sur le chiffre d'affaires comptabilisé.

Segmentation des contrats en obligations de prestations.

La norme IFRS 15 impose, dans certaines situations, la segmentation des contrats en obligations de prestations, avec des taux de marge différenciés. Cela pourrait notamment être le cas pour des contrats combinant construction et exploitation. Le groupe n'a pas identifié de telles situations dans ses contrats.

Coûts d'obtention de contrats.

Avec IFRS 15, les coûts d'obtention d'un contrat doivent être inscrits à l'actif et amortis s'il s'agit de coûts marginaux, c'est-à-dire de coûts que l'entité n'aurait pas encourus si elle n'avait pas obtenu le contrat et que l'entité s'attend à recouvrer sur la base de la marge attendue du contrat. Le groupe supporte parfois des commissions sur ventes qui étaient auparavant constatés en charges au moment du fait générateur. L'application de cette méthode a pour effet de réduire le taux d'avancement des contrats concernés à leur démarrage, moins de charges étant constatées les coûts d'obtention étant constatés par voie d'amortissement sur la durée du contrat. Cette méthode, qui a généré les impacts sur le chiffre d'affaires les plus significatifs liés à la mise en œuvre de la norme, n'a toutefois d'impact que sur les contrats concernés par des coûts d'obtention significatifs et dont la durée est la plus longue.

Composantes variables du prix.

IFRS 15 définit le prix total d'un contrat comme étant le montant total de rémunération auquel on s'attend à avoir droit et il peut donc inclure des ajustements à la hausse ou à la baisse (remises, révisions, indexation, pénalités, ...). Le groupe recense déjà les contreparties variables et les inclut dans le prix du contrat dès lors qu'elles sont estimées très probables. Les pénalités de retard sont notamment prises en compte quand elles sont estimées probables et viennent alors diminuer le chiffre d'affaires des contrats correspondants.

Reconnaissance du chiffre d'affaires à l'avancement.

Dans les règles passées, le chiffre d'affaires des contrats de construction (représentant une part très significative du chiffre d'affaires du groupe) était reconnu selon la méthode de l'avancement.

IFRS 15 prévoit des critères pour démontrer le transfert du contrôle progressif des biens et des services au client et reconnaître le chiffre d'affaires à l'avancement. Pour les ventes de biens complexes, il est nécessaire de démontrer que le bien vendu n'a pas d'usage alternatif et que le groupe dispose d'un droit irrévocable à paiement au titre des travaux réalisés à date (correspondant aux coûts encourus à date, plus une marge raisonnable) en cas de résiliation pour une raison autre d'un défaut de performance du groupe. L'analyse du portefeuille de contrats a conduit à confirmer que, pour les contrats significatifs, les critères définis par la norme IFRS 15 étaient satisfaits. De même, le chiffre d'affaires relatif aux contrats de services est, comme précédemment, reconnu selon l'avancement des prestations, le client bénéficiant de ces services au fur et à mesure qu'ils sont rendus.

Méthode de mesure de l'avancement.

Avec IFRS 15 la méthode de calcul de l'avancement à retenir est celle des coûts (une autre méthode était dans le passé l'avancement au fur et à mesure de l'atteint de jalons). Comme le groupe appliquait déjà la mesure de l'avancement par les coûts (le taux d'avancement est égal au rapport entre les coûts constatés à date et les coûts totaux estimés à fin d'affaire), la règle désormais fixée par IFRS 15 n'a pas d'impact.

Actifs et passifs sur contrats.

Des nouveaux agrégats ont été créés à l'actif et au passif de l'état de la situation financière consolidée. A l'actif, les « coûts d'obtention de contrats » capitalisés sont classés dans les actifs non courants, mais sont néanmoins pris en compte dans la détermination du besoin en fonds de roulement.

Les « actifs sur contrats » et « passifs sur contrats » sont déterminés contrat par contrat. Les « actifs sur contrats » correspondent à la part du chiffre d'affaires non encore facturé à date, nette des avances reçues des clients. Le chiffre d'affaires non encore facturé est la différence entre le chiffre d'affaires calculé à l'avancement à date et les factures émises. A l'opposé, quand la facturation émise est supérieure au chiffre d'affaires reconnu à date, le montant net est comptabilisé en produits différés et agrégé avec les avances reçues des clients dans l'agrégat « passifs sur contrats ». Comme le chiffre d'affaires reconnu à l'avancement n'était pas constatés à l'actif net des avances reçues, des reclassements ont pour effet sur les périodes comparatives de modifier le total de l'état de la situation financière d'un montant bien plus significatif que l'impact de la norme IFRS 15 sur le résultat.

Retraitement des comptes au 30 juin 2017

Les retraitements apportés aux comptes au 30 juin 2017 concernent la mise en œuvre de la norme IFRS 15 ainsi que l'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs acquis fin 2016 de la société ELTA. Concernant ELTA les modifications portent sur la mise à la juste valeur des actifs incorporels de R&D pour 2 186 milliers d'euros, des compléments de provisions pour pénalités de retard et pour pertes à terminaison pour 80 milliers d'euros et la correction des produits différés relatifs au crédit d'impôt recherche pour -169 milliers d'euros.

(en milliers d'euros)	30/06/2017 publié	Impact IFRS 15 sur les comptes au 1/1/2017	Impact IFRS 15 sur la période	Impact IFRS 3R ELTA	30/06/2017 retraité
ACTIFS NON COURANTS	57 995	2 979	(29)	(1 431)	59 514
Ecart d'acquisition	17 982	-	-	-	17 982
Autres immobilisations incorporelles	25 053	-	-	(2 186)	22 867
Immobilisations corporelles	12 112	-	-	-	12 112
Coûts d'obtention et d'exécution des contrats	-	2 828	28	-	2 856
Participations dans les entreprises associées	6	-	-	-	6
Autres actifs financiers	1 528	-	-	-	1 528
Actifs d'impôt différé	1 314	151	(57)	755	2 163
Autres actifs non courants	-	-	-	-	-
ACTIFS COURANTS	151 117	(42 513)	(9 696)	-	98 908
Stocks nets	18 796	(2 199)	(122)	-	16 476
Actifs sur contrats	-	23 943	5 638	-	29 581
Créances clients nettes	102 200	(64 255)	(15 215)	-	22 730
Autres actifs courants	8 954	-	-	-	8 954
Actifs d'impôt exigible	15 433	-	-	-	15 433
Trésorerie et autres équivalents	5 734	-	-	-	5 734
ACTIFS DESTINES A LA VENTE	-	-	-	-	-
TOTAUX DE L'ACTIF	209 112	(39 534)	(9 725)	(1 431)	158 422

(en milliers d'euros)	30/06/2017 publié	Impact IFRS 15 sur les comptes au 1/1/2017	Impact IFRS 15 sur la période	Impact IFRS 3R ELTA	30/06/2017 retraité
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)	76 583	(302)	114	(1 343)	75 053
INTERETS MINORITAIRES	263	-	-	-	263
PASSIFS NON COURANTS	12 515	-	-	-	12 515
PASSIFS COURANTS	119 751	(39 232)	(9 839)	(88)	70 591
Provisions court terme	3 815	(201)	3	80	3 697
Dettes financières à long terme – part à moins d'un an	16 690	-	-	-	16 690
Passifs sur contrats	-	14 483	(4 995)	-	9 488
Dettes fournisseurs d'exploitation	20 964	-	-	-	20 964
Autres passifs courants	78 282	(53 514)	(4 847)	(169)	19 752
Passifs d'impôt exigible	-	-	-	-	-
PASSIFS DESTINES A LA VENTE	-	-	-	-	-
TOTAUX DU PASSIF	209 112	(39 534)	(9 725)	(1 431)	158 422

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2017 publié	Impact IFRS 15	30/06/2017 retraité
CHIFFRE D'AFFAIRES	54 386	775	55 161
Production immobilisée	3 085	-	3 085
Production stockée	114	8	123
Autres produits de l'activité	2 548	-	2 548
Achats consommés	(33 418)	785	(32 633)
Charges de personnel	(22 974)	-	(22 974)
Impôts et taxes	(632)	-	(632)
Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises	(2 576)	(1 100)	(3 675)
Autres produits et charges d'exploitation	487	(298)	189
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	1 021	171	1 193
Eléments non courants du résultat opérationnel	(345)	-	(345)
RESULTAT OPERATIONNEL	676	171	847
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS	(359)	-	(359)
Impôt sur le résultat	6	(57)	(51)
RESULTAT APRES IMPOT DES ACTIVITES POURSUIVIES	323	114	437
Résultat net des activités non poursuivies	-	-	-
RESULTAT NET	323	114	437
Résultat net part des minoritaires	(7)	-	(7)
RESULTAT NET PART DU GROUPE	330	114	444

Retraitement des comptes au 31 décembre 2017

Tous les retraitements des comptes au 31 décembre 2017 concernent la mise en œuvre de la norme IFRS 15.

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2017 publié	Impact IFRS 15 sur les comptes au 1/1/2017	Impact IFRS 15 sur la période	31/12/2017 retraité
ACTIFS NON COURANTS	52 616	2 979	(739)	54 856
Ecart d'acquisition	17 483	-	-	17 483
Autres immobilisations incorporelles	20 166	-	-	20 166
Immobilisations corporelles	12 332	-	-	12 332
Coûts d'obtention et d'exécution des contrats	-	2 828	(635)	2 193
Participations dans les entreprises associées	5	-	-	5
Autres actifs financiers	1 473	-	-	1 473
Actifs d'impôt différé	1 157	151	(104)	1 204
Autres actifs non courants	-	-	-	-
ACTIFS COURANTS	154 630	(42 513)	(5 597)	106 520
Stocks nets	18 834	(2 199)	364	16 998
Actifs sur contrats	-	23 943	3 089	27 031
Créances clients nettes	101 392	(64 255)	(9 049)	28 087
Autres actifs courants	8 217	-	-	8 217
Actifs d'impôt exigible	15 544	-	-	15 544
Trésorerie et autres équivalents	10 642	-	-	10 642
ACTIFS DESTINES A LA VENTE	-	-	-	-
TOTAUX DE L'ACTIF	207 246	(39 534)	(6 336)	161 376

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2017 publié	Impact IFRS 15 sur les comptes au 1/1/2017	Impact IFRS 15 sur la période	31/12/2017 retraité
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)	71 813	(302)	181	71 692
INTERETS MINORITAIRES	157	-	-	157
PASSIFS NON COURANTS	12 555	-	-	12 555
PASSIFS COURANTS	122 721	(39 233)	(6 516)	76 972
Provisions court terme	7 264	(201)	104	7 167
Dettes financières à long terme – part à moins d'un an	18 966	-	-	18 966
Passifs sur contrats	-	14 482	(4 790)	9 692
Dettes fournisseurs d'exploitation	22 309	-	-	22 309
Autres passifs courants	74 182	(53 514)	(1 830)	18 838
Passifs d'impôt exigible	-	-	-	-
PASSIFS DESTINES A LA VENTE	-	-	-	-
TOTAUX DU PASSIF	207 246	(39 534)	(6 336)	161 376

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2017 publié	Impact IFRS 15	31/12/2017 retraité
CHIFFRE D'AFFAIRES	111 950	1 540	113 490
Production immobilisée	5 049	-	5 049
Production stockée	(426)	6	(419)
Autres produits de l'activité	5 101	-	5 101
Achats consommés	(64 269)	1 527	(62 743)
Charges de personnel	(45 103)	-	(45 103)
Impôts et taxes	(1 386)	-	(1 386)
Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises	(7 637)	(2 472)	(10 110)
Autres produits et charges d'exploitation	555	(316)	239
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	3 834	285	4 118
Eléments non courants du résultat opérationnel	(5 331)	-	(5 331)
RESULTAT OPERATIONNEL	(1 497)	285	(1 212)
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS	(454)	-	(454)
Impôt sur le résultat	(1 255)	(104)	(1 359)
RESULTAT APRES IMPOT DES ACTIVITES POURSUIVIES	(3 207)	181	(3 026)
Résultat net des activités non poursuivies	-	-	-
RESULTAT NET	(3 207)	181	(3 026)
Résultat net part des minoritaires	(28)	-	(28)
RESULTAT NET PART DU GROUPE	(3 179)	181	(2 998)

1.3 Méthodes et règles d'évaluation

Les états financiers sont préparés selon le principe du coût historique, à l'exception des instruments dérivés et des actifs financiers disponibles à la vente qui ont été évalués à leur juste valeur. Les passifs financiers sont évalués selon le principe du coût amorti. Les instruments de couverture sont évalués à la juste valeur.

La préparation des états financiers implique que la direction du Groupe ou des filiales procède à des estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, les montants de charges et de produits du compte de résultat et les engagements relatifs à la période arrêtée. Les résultats réels ultérieurs pourraient être différents.

Ces hypothèses concernent principalement :

- l'évaluation de la valeur recouvrable des actifs,
- l'évaluation des provisions pour risques et charges,
- l'évaluation des résultats à terminaison des affaires en cours,
- l'évaluation des engagements de retraite.

Les sociétés intégrées exerçant leur activité dans des secteurs différents, les règles de valorisation et de dépréciation de certains postes sont spécifiques au contexte de chaque entreprise.

Les méthodes et règles d'évaluation appliquées pour les comptes consolidés semestriels sont similaires à celles décrites dans l'annexe aux comptes consolidés 2017 (Document de Référence déposé auprès de l'AMF le 12 avril 2018), à l'exception de ce qui est décrit en note 1.2 concernant la mise en œuvre de la norme IFRS 15.

NOTE 2 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

2.1 Evolutions du périmètre de consolidation en 2018

Les seules variations du périmètre de consolidation du semestre concernent :

- la déconsolidation de la société ECA SINDEL en date du 1^{er} janvier 2018, en raison de la perte de contrôle intervenue au premier semestre 2018 ;
- la cession de titres de BE MAURIC à des managers de la société, sans changement de méthode de consolidation.
- Liquidation de la société ECA MIDDLE EAST, filiale ECA SA.

La perte de contrôle d'ECA SINDEL est intervenue en avril 2018 avec l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire. La société n'a pas été consolidée entre le 1^{er} janvier et avril 2018, car des comptes pour la période intercalaire n'ont pas pu être établis. La consolidation de la société sur cette période aurait eu un impact légèrement positif sur le chiffre d'affaires du groupe et négatif, de l'ordre de 0,2 à 0,5 million d'euros, sur le résultat opérationnel courant et sur l'EBITDA. Cette consolidation n'aurait eu aucun impact sur le résultat opérationnel du groupe parce que la perte de la période aurait augmenté d'autant le boni de déconsolidation.

NOTE 3 INFORMATION SECTORIELLE

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 8 – *Secteurs opérationnels*, l'information sectorielle présentée ci-après est fondée sur le reporting interne utilisé par la Direction générale pour évaluer les performances et allouer les ressources aux différents secteurs. La Direction générale représente le principal décideur opérationnel au sens de la norme IFRS 8.

Des indicateurs financiers clés à caractère non strictement comptable sont utilisés par les dirigeants du groupe :

- l'EBITDA (*Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation, and Amortization*) qui correspond au résultat opérationnel courant avant amortissements, pertes de valeurs et autres produits et éléments non courants ;
- le résultat opérationnel courant ;
- le chiffre d'affaires ajusté, l'EBITDA ajusté et le résultat opérationnel ajusté.

L'EBITDA, le résultat opérationnel courant, le chiffre d'affaires ajusté, l'EBITDA ajusté et le résultat opérationnel ajusté ne constituent pas des agrégats financiers définis par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises.

Ces indicateurs non strictement comptables sont définis et rapprochés du résultat opérationnel en note 3.2.1. Les indicateurs ajustés sont définis et rapprochés des indicateurs consolidés en note 3.2.2.

3.1 Indicateurs clés par pôle

La norme IFRS 15 introduit la notion de carnet de commandes comptable (« chiffre d'affaires restant à comptabiliser »). Le groupe n'inclut pas le carnet de commandes dans son annexe aux comptes, ce qui est désormais le cas. La définition d'IFRS 15 est conforme à celle qu'appliquait le groupe. Le carnet de commandes a néanmoins été ajusté du fait des ajustements pratiqués sur le chiffre d'affaires comptabilisé (voir note 1.2 relative à l'application de la norme IFRS 15).

1^{ER} SEMESTRE 2018

(en milliers d'euros)	Aérospatial	Robotique	Simulation	Structure	Éliminations	Consolidé
Carnet de commandes début de période	22 788	65 111	8 606	-	-	96 505
Carnet de commandes fin de période	23 272	70 291	5 102	-	-	98 664
Chiffre d'affaires	16 841	27 651	5 905	1 359	(1 340)	50 415
Chiffre d'affaires ajusté ⁽²⁾	16 841	27 651	5 619	1 359	(1 340)	50 129
EBITDA ⁽¹⁾	328	4 038	898	76	-	5 340
% du chiffre d'affaires	1,9%	14,6%	15,2%	5,6%	-	10,6%
EBITDA ajusté ⁽²⁾	328	4 038	1 008	76	-	5 450
% du chiffre d'affaires ajusté	1,9%	14,6%	17,9%	5,6%	-	10,9%
Résultat opérationnel courant ⁽¹⁾	97	1 210	484	(166)	-	1 626
% du chiffre d'affaires	0,6%	4,4%	8,2%	(12,2%)	-	3,2%
Résultat opérationnel	(500)	944	(471)	919	-	892
% du chiffre d'affaires	(3,0%)	3,4%	(8,0%)	67,6%	-	1,8%
Résultat opérationnel ajusté ⁽²⁾	97	1 210	601	(166)	-	1 742
% du chiffre d'affaires ajusté	0,6%	4,4%	10,7%	(12,2%)	-	3,5%
Frais de recherche et développement activés sur l'exercice	488	1 233	173	-	-	1 893
Autres investissements corporels et incorporels	102	675	16	111	-	905

⁽¹⁾ indicateur non strictement comptable défini en note 3.2.1.

⁽²⁾ indicateur non strictement comptable défini en note 3.2.2.

1^{ER} SEMESTRE 2017

(en milliers d'euros)	Aérospatial	Robotique	Simulation	Structure	Éliminations	Consolidé
Carnet de commandes début de période	27 448	78 603	15 380	-	(9)	121 422
Carnet de commandes fin de période	28 398	61 432	12 731	-	(45)	102 516
Chiffre d'affaires	17 678	33 714	3 828	1 386	(1 445)	55 161
Chiffre d'affaires ajusté ⁽²⁾	17 678	32 275	3 629	1 386	(1 445)	53 523
EBITDA ⁽¹⁾	658	3 870	440	(100)	-	4 868
% du chiffre d'affaires	3,7%	11,5%	11,5%	(7,2%)	-	8,8%
EBITDA ajusté ⁽²⁾	658	4 225	751	(100)	-	5 535
% du chiffre d'affaires ajusté	3,7%	13,1%	20,7%	(7,2%)	-	10,3%
Résultat opérationnel courant ⁽¹⁾	436	1 182	(83)	(342)	-	1 193
% du chiffre d'affaires	2,5%	3,5%	(2,2%)	(24,7%)	-	2,2%
Résultat opérationnel	352	1 004	(166)	(342)	-	847
% du chiffre d'affaires	2,0%	3,0%	(4,3%)	(24,7%)	-	1,5%
Résultat opérationnel ajusté ⁽²⁾	435	1 799	239	(342)	-	2 132
% du chiffre d'affaires ajusté	2,5%	5,6%	6,6%	(24,7%)	-	4,0%
Frais de recherche et développement activés sur l'exercice	587	1 348	508	-	-	2 442
Autres investissements corporels et incorporels	145	1 082	102	353	-	1 682

⁽¹⁾ indicateur non strictement comptable défini en note 3.2.1.

⁽²⁾ indicateur non strictement comptable défini en note 3.2.2.

3.2 Réconciliation des indicateurs sectoriels avec les données consolidées

3.2.1 Réconciliation des indicateurs non strictement comptables avec le résultat opérationnel

Pour améliorer la comparabilité des exercices et améliorer le suivi des performances opérationnelles, le Groupe a décidé d'isoler les éléments non courants du résultat opérationnel et de faire apparaître un « Résultat opérationnel courant ». Il utilise également un indicateur d'EBITDA. Les tableaux ci-dessous réconcilient l'EBITDA avec le résultat opérationnel.

1^{ER} SEMESTRE 2018

(en milliers d'euros)	Aérospatial	Robotique	Simulation	Structure	CONSOLIDÉ
EBITDA	328	4 038	898	76	5 340
Dotations nettes aux amortissements et aux provisions	(231)	(2 828)	(413)	(242)	(3 714)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT (A)	97	1 210	485	(166)	1 626
Coûts de restructurations	(514)	(155)	-	-	(669)
Amortissement des incorporels reconnus à la juste valeur lors des acquisitions	(83)	(111)	-	-	(195)
Impact de la liquidation de ECA SINDEL ⁽¹⁾	-	-	-	(51)	(51)
Impact de la cession du fonds de commerce de SSI ⁽²⁾	-	-	(955)	1 136	181
ELEMENTS NON COURANTS TOTAUX (B)	(597)	(266)	(955)	1 085	(733)
RESULTAT OPERATIONNEL (C)=(A)+(B)	(500)	944	(471)	919	892

⁽¹⁾ Le Groupe a constitué au 31 décembre 2017 une provision de 1,5 million d'euros liée aux conséquences d'un litige majeur avec un client engageant la continuité d'exploitation d'ECA Sindel. Les actifs liés à ce client étaient également provisionnés dans les comptes de la filiale. Au 30 juin 2018, la société est en liquidation judiciaire, elle a été déconsolidée, l'impact net négatif sur la période est de 51 milliers d'euros.

⁽²⁾ Le Groupe avait constitué en 2017 une provision pour risques et charges de 1,1 million d'euros au titre de la cession ou la fermeture de SSI. La provision visait à couvrir des passifs nés de l'arrêt d'activité et la dépréciation prévisible des actifs (stocks). En 2018 la provision pour risques et charges a été reprise et réallouée aux actifs et passifs correspondants, selon leur valeur recouvrable ou exigible et résultant de l'accord de cession conclu le 31 août 2018. L'impact net positif sur la période est de 181 milliers d'euros.

1^{ER} SEMESTRE 2017

(en milliers d'euros)	Aérospatial	Robotique	Simulation	Structure	CONSOLIDE
EBITDA	658	3 870	440	(100)	4 868
Dotations nettes aux amortissements et aux provisions	(223)	(2 688)	(523)	(242)	(3 675)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT (A)	436	1 182	(83)	(342)	1 193
Coûts de restructurations	-	-	-	-	-
Amortissement des incorporels reconnus à la juste valeur lors des acquisitions	(83)	(179)	(83)	-	(345)
ELEMENTS NON COURANTS TOTAUX (B)	(83)	(179)	(83)	-	(345)
RESULTAT OPERATIONNEL (C)=(A)+(B)	352	1 004	(166)	(342)	847

3.2.2 Calcul des indicateurs non strictement comptables ajustés

Le Groupe utilise des informations financières ajustées à caractère non strictement comptable, dans un but informatif, de gestion et de planification. Ces informations complémentaires ne peuvent se substituer à toute mesure des performances opérationnelles et financières à caractère strictement comptable. Les données présentées par le Groupe sont toujours des données consolidées non ajustées, sauf à ce qu'il soit expressément précisé le contraire. Les indicateurs ajustés ne constituent pas des agrégats financiers définis par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises.

Les ajustements pratiqués concernent les éléments non courants du résultat opérationnel et l'impact de la décision du Groupe annoncée fin 2017 que deux filiales étrangères devenues non stratégiques allaient être cédées ou fermées.

Les comptes de résultat ajustés du premier semestre 2017 et du premier semestre 2018 sont rapprochés ci-dessous des comptes consolidés du Groupe.

1^{ER} SEMESTRE 2018

(en milliers d'euros)	1 ^{er} semestre 2018 a	Contributions des filiales en cours d'arrêt en 2018 ⁽¹⁾ b	Autres ajustements ⁽²⁾ c	COMPTE DE RESULTAT AJUSTE a-b-c
CHIFFRE D'AFFAIRES	50 415	286	-	50 129
Production immobilisée	2 021	-	-	2 021
Production stockée	1 105	7	-	1 098
Autres produits de l'activité	1 774	-	-	1 774
Achats consommés et charges externes	(26 921)	(264)	-	(26 657)
Charges de personnel	(22 234)	(152)	-	(22 081)
Impôts et taxes	(626)	(2)	-	(624)
Dotations aux amortissements et aux provisions nettes des reprises	(3 714)	(7)	-	(3 708)
Autres produits et charges d'exploitation	(194)	15	-	(209)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	1 626	(117)	-	1 743
Éléments non courants du résultat opérationnel	(733)	(955)	222	-
RESULTAT OPERATIONNEL	892	(1 072)	222	1 743

⁽¹⁾ La contribution de la société SSI dont le Groupe a cédé le fonds de commerce en août 2018 est déduite des comptes consolidés. Pour rappel, ECA SINDEL a été déconsolidée en date du 1^{er} janvier 2018.

⁽²⁾ Les autres ajustements concernent : une reprise de provision de 1,1 million d'euros constaté chez la mère de SSI, qui se compense avec les provisions de 0,95 million d'euros constatée en juin dans contribution de la filiale (colonne b, ligne « éléments non courants du résultat opérationnel ») ; l'impact négatif de ECA Sindel sur la période pour -0,05 million d'euros ; 0,20 million d'euros d'amortissements d'incorporels reconnus à la juste valeur dans le cadre des acquisitions ; 0,67 million d'euros de coûts de restructuration.

Par pôle, les ajustements se rapprochent ainsi des indicateurs comptables :

(en milliers d'euros)		Aérospatial	Robotique	Simulation	Structure et éliminations	CONSOLIDE
CHIFFRE D'AFFAIRES	a	16 841	27 651	5 905	19	50 415
Contributions des filiales en cours d'arrêt en 2018	b	-	-	286	-	286
CHIFFRE D'AFFAIRES AJUSTE	a-b	16 841	27 651	5 619	19	50 129
EBITDA	a	328	4 038	898	76	5 340
Contributions au résultat opérationnel courant des filiales en cours d'arrêt en 2018	b	-	-	(117)	-	(117)
Contributions aux dotations nettes aux amort.et prov. des filiales en cours d'arrêt en 2018	c	-	-	(7)	-	(7)
EBITDA AJUSTE	a-b+c	328	4 038	1 008	76	5 450
RESULTAT OPERATIONNEL	a	(500)	944	(471)	919	892
Contributions des filiales en cours d'arrêt en 2018	b	-	-	(1 072)	1 085	13
Autres ajustements	c	(597)	(266)	-	-	(863)
RESULTAT OPERATIONNEL AJUSTE	a-b-c	97	1 210	601	(166)	1 743

1^{ER} SEMESTRE 2017

(en milliers d'euros)	1 ^{er} semestre 2017 a	Contributions des filiales en cours d'arrêt en 2018 ⁽¹⁾ b	Autres ajustements ⁽²⁾ c	COMPTE DE RESULTAT AJUSTE a-b-c
CHIFFRE D'AFFAIRES	55 161	1 638	-	53 523
Production immobilisée	3 085	-	-	3 085
Production stockée	123	(1)	-	124
Autres produits de l'activité	2 548	-	-	2 548
Achats consommés et charges externes	(32 633)	(719)	-	(31 914)
Charges de personnel	(22 974)	(1 026)	-	(21 948)
Impôts et taxes	(632)	(14)	-	(618)
Dotations aux amortissements et aux provisions nettes des reprises	(3 675)	(272)	-	(3 403)
Autres produits et charges d'exploitation	189	(547)	-	735
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	1 193	(940)	-	2 132
Éléments non courants du résultat opérationnel	(345)	(68)	(278)	-
RESULTAT OPERATIONNEL	847	(1 007)	(278)	2 132

⁽¹⁾ La contribution 2017 des deux entités SSI et ECA Sindel dont le Groupe préparait la cession ou la fermeture est déduite des comptes consolidés ajustés.

⁽²⁾ Les autres ajustements concernent 0,3 million d'euros d'amortissements d'incorporels reconnus à la juste valeur dans le cadre des acquisitions.

Par pôle, les ajustements se rapprochent ainsi des indicateurs comptables :

(en milliers d'euros)		Aérospatial	Robotique	Simulation	Structure	CONSOLIDE
CHIFFRE D'AFFAIRES	a	17 678	33 714	3 828	(59)	55 161
Contributions des filiales en cours d'arrêt en 2018	b	-	1 439	199	-	1 638
CHIFFRE D'AFFAIRES AJUSTE	a-b	17 678	32 275	3 629	(59)	53 523
EBITDA	a	658	3 870	440	(100)	4 868
Contributions au résultat opérationnel courant des filiales en cours d'arrêt en 2018	b	-	(616)	(322)	-	(940)
Contributions aux dotations nettes aux amort.et prov. des filiales en cours d'arrêt en 2018	c	-	(261)	(11)	-	(272)
EBITDA AJUSTE	a-b+c	658	4 225	751	(100)	5 535
RESULTAT OPERATIONNEL	a	352	1 004	(166)	(342)	847
Contributions des filiales en cours d'arrêt en 2018	b	-	(683)	(322)	-	(1 007)
Autres ajustements	c	(83)	(112)	(83)	-	(278)
RESULTAT OPERATIONNEL AJUSTE	a-b-c	435	1 799	239	(342)	2 132

3.3 Chiffre d'affaires par zone géographique

1^{ER} SEMESTRE 2018

(en milliers d'euros)	France	%	Europe	%	Autres	%	Totaux	%
Aérospatial	11 151	40%	2 693	50%	2 997	18%	16 841	33%
Robotique	12 121	43%	2 639	49%	12 891	76%	27 651	55%
Simulation	4 679	17%	87	2%	1 140	7%	5 905	12%
Structure et éliminations	-	-	19	0%	-	-	19	0%
TOTAUX	27 950	100%	5 437	100%	17 028	100%	50 415	100%
%	55%		11%		34%		100%	

1^{ER} SEMESTRE 2017

(en milliers d'euros)	France	%	Europe	%	Autres	%	Totaux	%
Aérospatial	12 114	37%	2 845	47%	2 720	17%	17 678	32%
Robotique	18 117	56%	2 787	46%	12 810	78%	33 714	61%
Simulation	2 453	8%	477	8%	899	5%	3 828	7%
Structure et éliminations	(59)	(0%)	-	-	-	-	(59)	(0)%
TOTAUX	32 624	100%	6 109	100%	16 428	100%	55 161	100%
%	59%		11%		30%		100%	

NOTE 4 DONNÉES OPÉRATIONNELLES

4.1 Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises

(en milliers d'euros)	30/06/2018	30/06/2017*	31/12/2017*
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS			
immobilisations incorporelles	(1 776)	(2 015)	(4 105)
immobilisations corporelles	(894)	(777)	(1 715)
immobilisations en crédit-bail	(48)	(60)	(143)
Coûts d'obtention et exécution des contrats	(1 026)	(1 097)	(2 369)
SOUS-TOTAUX	(3 743)	(3 950)	(8 333)
DOTATIONS AUX PROVISIONS NETTES DES REPRISES			
stocks et encours	153	208	167
actif circulant	(84)	(63)	(849)
risques et charges	(40)	130	(1 095)
SOUS-TOTAUX	29	275	(1 777)
TOTAUX DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	(3 714)	(3 675)	(10 110)

* Colonnes juin et décembre 2017 retraitées des éléments détaillés en note 1.2 (IFRS 15)

4.2 Stock et travaux en cours

(en milliers d'euros)	30/06/2018	30/06/2017*	31/12/2017*
Matières premières	12 093	11 752	12 306
Encours de production	2 311	1 110	1 529
Produits intermédiaires et finis	2 620	3 512	3 043
Marchandises	-	-	-
STOCKS ET ENCOURS, VALEURS NETTES	17 025	16 374	16 878

* Colonnes juin et décembre 2017 retraitées des éléments détaillés en note 1.2 (IFRS 15)

Les travaux en cours attachés à des contrats avec des clients sont désormais classés en « actifs de contrat » ou « passifs de contrats » (voir note 1.2, application de la norme IFRS 15).

4.3 Coûts d'obtention et d'exécution de contrats

En application d'IFRS 15, les coûts d'obtention de contrats sont inscrits à l'actif et amortis. Il s'agit très essentiellement de commissions sur ventes qui étaient auparavant constatés en charges au moment du fait générateur (voir note 1.2 relative à l'application de la norme IFRS 15).

(en milliers d'euros)	30/06/2018	30/06/2017*	31/12/2017*
Coûts d'obtention de contrats	8 115	7 022	7 631
Amortissements	(6 464)	(4 166)	(5 438)
COÛTS D'OBTENTION DE CONTRATS, VALEURS NETTES	1 651	2 856	2 193

* Colonnes juin et décembre 2017 retraitées des éléments détaillés en note 1.2 (IFRS 15)

4.4 Clients, actifs et passifs de contrats

Les créances clients sont des créances facturées donnant droit certain à un paiement.

Les « actifs sur contrats » et « passifs sur contrats » sont déterminés contrat par contrat. Les « actifs sur contrats » correspondent aux contrats en cours dont la valeur des actifs créés excède les avances reçues. Les passifs sur contrats correspondent à l'ensemble des contrats dans une situation où les actifs (travaux en cours, créances à l'avancement) sont inférieurs aux passifs (avances reçues des clients et produits différés enregistrés quand la facturation émise est supérieure au chiffre d'affaires reconnu à date). Ces nouvelles rubriques découlent de l'application de la norme IFRS 15 (voir note 1.2).

Le carnet de commandes (chiffre d'affaires restant à comptabiliser) est indiqué par pôle en note 3.1.

(en milliers d'euros)	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Créances clients	20 954	23 168	29 416
Pertes de valeurs	(1 554)	(438)	(1 329)
CLIENTS, VALEURS NETTES	19 400	22 730	28 087

(en milliers d'euros)	30/06/2018	30/06/2017*	31/12/2017*
Travaux en cours (a)	2 130	2 034	1 610
Créances à l'avancement (b)	67 543	67 012	72 175
Acomptes reçus (c)	40 270	39 457	46 754
Produits différés (d)	8	8	-
ACTIFS DE CONTRATS (a)+(b)-(c)-(d)	29 394	29 581	27 031

* Colonnes juin et décembre 2017 retraitée des éléments détaillés en note 1.2 (IFRS 15)

(en milliers d'euros)	30/06/2018	30/06/2017*	31/12/2017*
Travaux en cours (a)	62	289	225
Créances à l'avancement (b)	2 499	11 462	930
Acomptes reçus (c)	5 449	13 981	4 112
Produits différés (d)	4 845	5 066	4 677
Autres dettes (e)	1 489	2 191	2 059
PASSIFS DE CONTRATS (a)+(b)-(c)-(d)-(e)	(9 222)	(9 488)	(9 692)

* Colonnes juin et décembre 2017 retraitée des éléments détaillés en note 1.2 (IFRS 15)

NOTE 5 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

5.1 Ecart d'acquisition

<i>(en milliers d'euros)</i>	
AU 1 ^{ER} JANVIER 2018*	17 483
Acquisitions	-
Variations de périmètre	-
Sorties	-
Autres mouvements	-
Effet des variations de change	-
AU 30 JUIN 2018	17 483
Dont dépréciations au 30 juin 2018	498

5.2 Immobilisations incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	Projets de développements	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations en cours	TOTAUX
VALEURS BRUTES				
AU 1 ^{ER} JANVIER 2018	47 867	10 456	54	58 378
Acquisitions	1 893	79	38	2 010
Variations de périmètre	(3 643)	(160)	-	(3 803)
Sorties	-	28	(8)	20
Autres mouvements	(59)	46	(46)	(59)
Effet des variations de change	10	4	-	14
AU 30 JUIN 2018	46 069	10 453	38	56 560
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEURS				
AU 1 ^{ER} JANVIER 2018	30 012	8 199	-	38 212
Dotations aux amortissements	1 603	369	-	1 973
Variations de périmètre	(3 254)	(85)	-	(3 340)
Pertes de valeur	-	3	-	3
Sorties	-	(8)	-	(8)
Autres mouvements	(2)	-	-	(3)
Effets des variations de change	10	4	-	14
AU 30 JUIN 2018	28 369	8 482	-	36 851
VALEURS NETTES				
AU 1 ^{ER} JANVIER 2018	17 855	2 257	54	20 166
AU 30 JUIN 2018	17 700	1 971	38	19 708

Il n'a pas été identifié d'indices de pertes de valeur au cours du 1^{er} semestre 2018.

5.3 Immobilisations corporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	Terrains et constructions	Agencements et matériel	Terrains et constructions en location-financement	Matériel en location-financement	Immobilisations en cours	TOTAUX
VALEURS BRUTES						
AU 1 ^{ER} JANVIER 2018	9 131	20 493	2 500	369	876	33 370
Acquisitions	67	651	-	-	70	788
Variations de périmètre	-	(3 556)	(2 500)	-	-	(6 056)
Sorties	-	(116)	-	-	-	(116)
Autres mouvements	-	2	-	-	(3)	(1)
Effet des variations de change	1	4	-	-	-	5
AU 30 JUIN 2018	9 199	17 477	-	369	943	27 989
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEURS						
AU 1 ^{ER} JANVIER 2018	4 056	16 032	788	163	-	21 038
Dotations aux amortissements	222	672	-	48	-	942
Variations de périmètre	-	(3 545)	(788)	-	-	(4 332)
Pertes de valeur	-	-	-	-	-	-
Sorties	-	(62)	-	-	-	(62)
Autres mouvements	-	(1)	-	-	-	(1)
Effets des variations de change	1	3	-	-	-	4
AU 30 JUIN 2018	4 279	13 100	-	210	-	17 589
VALEURS NETTES						
AU 1 ^{ER} JANVIER 2018	5 076	4 461	1 713	207	876	12 332
AU 30 JUIN 2018	4 920	4 377	-	159	943	10 400

NOTE 6 DÉTAIL DES FLUX DE TRÉSORERIE

6.1 Variation du besoin en fonds de roulement

(en milliers d'euros)	Note	Ouverture ⁽¹⁾	Mouvts de périmètre	Variation exercice	Autres movvts ⁽²⁾	Écarts de conversion	CLOTURE
Stocks nets		16 998	(281)	445	-	(6)	17 156
Clients nets		28 087	(900)	(7 789)	-	2	19 400
Actifs sur contrats		27 031	(1 614)	3 979	-	-	29 394
Avances et acomptes		1 982	-	(1 206)	-	-	777
Charges constatées d'avance		891	(53)	142	-	-	980
SOUS-TOTAUX	A	74 989	(2 849)	(4 429)	-	(4)	67 707
Dettes fournisseurs		22 251	(320)	(4 181)	-	1	17 751
Passifs sur contrats		9 692	(299)	(171)	-	-	9 222
Avances et acomptes		-	-	12	-	-	13
Produits différés		(7)	-	(7)	30	-	15
SOUS-TOTAUX	B	31 936	(619)	(4 347)	30	1	27 001
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION	C = A - B	43 053	(2 230)	(82)	(30)	(5)	40 706
Coûts d'obtention et d'exécution de contrats		2 193	-	(542)	-	-	1 651
Créances fiscales et sociales		19 764	(261)	(1 726)	-	-	17 777
Comptes courants débiteurs		2	-	-	-	-	2
Débiteurs divers		1 123	(1)	5	-	-	1 127
SOUS-TOTAUX	D	23 082	(262)	(2 263)	-	-	20 557
Dettes fiscales et sociales		14 257	(429)	(630)	-	-	13 197
Intérêts courus		-	-	-	-	-	-
Dettes diverses et instruments dérivés		796	5	73	(206)	43	711
Produits différés relatifs au CIR et aux subventions		4 526	-	379	(30)	-	4 875
SOUS-TOTAUX	E	19 578	(424)	(178)	(236)	42	18 783
AUTRES ELEMENTS DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	F = D - E	3 503	162	(2 085)	236	(42)	1 774
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	G = C + F	46 556	(2 068)	(2 167)	206	(47)	42 480

⁽¹⁾ À l'ouverture, des corrections, voir note 1.2 relative à l'application d'IFRS 15.
⁽²⁾ La colonne « Autres mouvements » concerne des flux qui n'ont pas touché le résultat des activités poursuivies ni généré de mouvement de trésorerie.

6.2 Souscription et remboursement d'emprunts long terme

Aucun nouvel emprunt significatif n'a été souscrit sur l'exercice. Par ailleurs, ECA SA a réduit à hauteur de 2,5 millions d'euros l'utilisation de ses lignes RCF (Revolving credit facility).

NOTE 7 FINANCEMENTS ET INSTRUMENTS FINANCIERS

7.1 Endettement financier brut

Variation des emprunts et dettes financières

(en milliers d'euros)	Dettes liées aux contrats de location-financement	Emprunts auprès des établissements de crédit	Autres dettes financières diverses	DETTES FINANCIERES hors concours bancaires	Concours bancaires courants	TOTAUX
AU 1 ^{ER} JANVIER 2018	1 337	22 326	1 422	25 084	14	25 098
Nouveaux contrats de location-financement	-	-	-	-	-	-
Emission/souscription de nouveaux emprunts	-	50	181	231	11	242
Remboursements	(45)	(2 964)	(40)	(3 049)	(14)	(3 063)
Autres variations	-	-	-	-	-	-
Entrées/sorties de périmètre	(1 137)	-	(12)	(1 149)	-	(1 149)
Effet des variations de change	-	-	-	-	-	-
AU 30 JUIN 2018	155	19 411	1 551	21 117	11	21 128

Échéancier des emprunts et dettes financières

(en milliers d'euros)	30/06/2018	Ventilation des échéances à plus d'un an						
		< 1 an	> 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	>5 ans
Dettes liées aux contrats de location-financement	155	91	64	50	9	5	-	-
Emprunts auprès des établissements de crédit	19 411	15 914	3 497	924	919	923	435	296
Autres dettes financières diverses	1 551	777	779	-	-	-	-	779
ENDETTEMENT FINANCIER HORS CONCOURS BANCAIRES COURANTS	21 117	16 782	4 339	973	928	928	435	1 075
Concours bancaires courants	11	11	-	-	-	-	-	-
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	21 128	16 792	4 339	973	928	928	435	1 075

Les emprunts à moins d'un an incluent 15 millions de tirages renouvelables effectués par ECA SA dans le cadre de deux lignes RCF de 10 millions d'euros chacune qui sont à échéance en juillet 2020 et juillet 2021.

ECA dispose donc de 5 millions d'euros de lignes de crédit confirmées non utilisées.

7.2 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en milliers d'euros)	30/06/2018	31/12/2017
Valeurs mobilières de placement et dépôts à terme	383	1 984
Disponibilités	8 575	8 658
TRÉSORERIE BRUTE (A)	8 958	10 642
Concours bancaires courants (B)	11	14
TRÉSORERIE (C) = (A) - (B)	8 947	10 628
Endettement financier (D)	21 117	25 084
TRÉSORERIE (DETTE) NETTE (C) - (A)	(12 170)	(14 456)
Auto contrôle	1 257	1 500
TRÉSORERIE (DETTE) NETTE AJUSTÉE	(10 914)	(12 956)

7.3 Charges et produits financiers

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Intérêts et charges assimilées	(75)	(72)	(166)
Produits des autres valeurs mobilières	3	1	5
Résultat net sur cessions de valeurs mobilières de placement	16	(27)	8
Coût de l'endettement financier net	(56)	(98)	(152)
Autres intérêts et produits assimilés	642	11	133
Différence nette de change	147	(272)	(435)
Dotations financières nettes des reprises	(6)	-	-
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS	727	(359)	(454)

En 2018, les autres produits financiers incluent 623 milliers d'euros d'intérêts moratoires perçus dans le cadre de remboursements de créances de crédit d'impôt recherche.

NOTE 8 IMPOT SUR LES RÉSULTATS

8.1 Détail des impôts sur les résultats

Une intégration fiscale est réalisée par la société ECA SA avec l'ensemble des sociétés françaises pour lesquelles les conditions réglementaires sont réunies.

Ventilation de la charge d'impôt

(en milliers d'euros)	30/06/2018	30/06/2017*	31/12/2017*
Impôts différés	(138)	289	(872)
Impôts exigibles	(440)	(340)	(487)
CHARGE D'IMPOT	(577)	(51)	(1 359)

* Colonnes juin et décembre 2017 retraitée des éléments détaillés en note 1.2 (IFRS 15)

La charge d'impôt n'inclut pas le Crédit Impôt Recherche (CIR) ni le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE), classés en « Autres produits de l'activité ». Elle inclut en revanche la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE).

Dettes et créances d'impôt

(en milliers d'euros)	30/06/2018	31/12/2017
Créance d'impôt	13 887	15 544
Impôt exigible	-	-
CREANCE / (DETTE) D'IMPOT NETTE	13 887	15 544

Les créances d'impôt sont constituées principalement de créances de Crédit d'Impôt Recherche et de Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi qui n'ont pas pu être imputées sur de l'impôt à payer.

8.2 Impôts différés

Ventilation des impôts différés par nature

(en milliers d'euros)	30/06/2018	31/12/2017*
Différences temporelles		
Retraites et prestations assimilées	1 030	1 021
Frais de développement	(3 875)	(4 019)
Subventions	35	67
Location financement	(61)	(229)
Juste valeur – IFRS 3	(10)	(37)
Actifs et passifs sur contrats - IFRS 15	42	47
Autres	146	139
SOUS-TOTAUX	(2 694)	(3 010)
Décalages temporaires	(22)	(1 178)
Déficits reportables	5 143	5 135
CVAE	(33)	(39)
TOTAUX	2 393	908
IMPOTS DIFFÉRÉS PASSIF	-	(297)
IMPOTS DIFFÉRÉS ACTIF	2 393	1 204

* Colonne retraitée des éléments détaillés en note 1.2 (IFRS 15)

NOTE 9 CAPITAUX PROPRES ET RÉSULTAT PAR ACTION

9.1 Capitaux propres

Au 30 juin 2018, le capital social de ECA SA s'élève à 4 428 956,50 €, constitué de 8 857 913 actions de 0,5 euro de nominal chacune, totalement libérées.

Répartition du capital

	30 juin 2018				31 décembre 2017			
	Actions	% de capital	Droits de vote exerçables en AG ⁽¹⁾	% droits de vote exerçables en AG	Actions	% de capital	Droits de vote exerçables en AG ⁽¹⁾	% droits de vote exerçables en AG
GROUPE GORGÉ	5 414 312	61,12 %	10 828 624	75,67 %	5 414 312	61,12 %	10 828 624	75,65 %
Auto détention	78 546	0,89 %	-	-	76 987	0,87 %	-	-
Public	3 365 055	37,99%	3 482 550	24,34 %	3 366 614	38,01 %	3 484 670	24,35 %
...dont salariés (FCPE)	21 129	0,24 %	42 258	0,30 %	22 113	0,25 %	44 226	0,31 %
TOTAUX	8 857 913	100 %	14 311 174	100 %	8 857 913	100 %	14 313 294	100 %

⁽¹⁾ Les droits de vote exerçables en AG excluent les titres détenus en auto détention. Le nombre de droits de vote théoriques peut être obtenu en additionnant le nombre de droits de vote exerçables en AG et le nombre de titres détenus en auto détention.

9.2 Résultat par action

	30/06/2018	30/06/2017*	31/12/2017*
Nombre moyen pondéré d'actions	8 779 367	8 778 184	8 780 926
Dividende par action versé au titre de l'exercice	-	-	-
RÉSULTAT PAR ACTION <i>(en euros)</i>	0,118	0,051	(0,341)
RÉSULTAT PAR ACTION DES ACTIVITÉS POURSUIVIES <i>(en euros)</i>	0,118	0,051	(0,341)
Actions potentielles dilutives	-	-	-
Nombre moyen pondéré d'actions après dilution	8 779 367	8 778 184	8 780 926
RÉSULTAT PAR ACTION DILUÉ <i>(en euros)</i>	0,118	0,051	(0,341)
RÉSULTAT PAR ACTION DILUE DES ACTIVITES POURSUIVIES <i>(en euros)</i>	0,118	0,051	(0,341)

* Colonnes juin et décembre 2017 retraitée des éléments détaillés en note 1.2 (IFRS 15).

NOTE 10 PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS

10.1 Provisions long terme

Les provisions à long terme concernent uniquement les indemnités de départ en retraite pour 4 988 milliers d'euros. Pour ce semestre, les hypothèses retenues sont les mêmes qu'au 31 décembre 2017 hormis le taux d'actualisation qui a évolué de 1,30% à 1,45 %. Suite à cette diminution de taux, l'impact constaté a été de -32 milliers d'euros sur les capitaux propres de la période (effet du SORIE).

10.2 Autres provisions pour risques et charges

Provisions à court terme (en milliers d'euros)	Litiges	Garanties données aux clients	Pertes à terminaison	Amendes et pénalités	Autres	Totaux
AU 1 ^{ER} JANVIER 2018 ⁽¹⁾	130	894	1 733	39	4 370	7 167
Dotations	-	79	72	6	1 215	1 372
Utilisations	-	-	-	-	(2 851)	(2 851)
Reprises	-	(40)	(112)	(98)	(130)	(380)
IMPACT SUR LE RESULTAT DE PERIODE	-	39	(40)	(92)	(1 766)	(1 859)
Variations de périmètre	-	(158)	(1 486)	-	-	(1 644)
Autres mouvements	-	-	-	-	-	(0)
Effet des variations de change	-	-	-	-	4	4
AU 30 JUIN 2018	130	775	207	(53)	2 608	3 667

⁽¹⁾ Retraité des éléments détaillés en note 1.2 (IFRS 15)

NOTE 11 AUTRES NOTES

11.1 Effectifs

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Effectif total fin de période	656	718	714
Effectif moyen	664	715	719

L'effectif total au 31 décembre 2017 inclut 28 collaborateurs chez ECA Sindel, sortie du périmètre le 1^{er} janvier 2018.

11.2 Engagements et passifs éventuels

Les engagements du groupe tels qu'ils figurent dans l'annexe aux comptes consolidés 2017 n'ont pas évolué de façon significative.

11.3 Faits exceptionnels et litiges

La société et ses filiales sont engagées dans diverses procédures concernant des litiges. Après examen de chaque cas et après avis des conseils, les provisions jugées nécessaires ont été, le cas échéant, constituées dans les comptes.

Le contentieux né chez ECA Sindel en 2017 (voir note 12.2 de l'annexe aux comptes consolidés 2017) a conduit à ouvrir en avril 2018 une procédure de liquidation judiciaire de la société. Les conséquences sur les comptes semestriels de la non continuité d'exploitation de ECA Sindel sont indiquées en note 3.2.1.

Aucune autre évolution significative des litiges n'est à mentionner par rapport aux informations données dans l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2017.

11.4 Événements postérieurs

La filiale SSI a cédé son fonds de commerce le 31 août 2018 à Century Geophysical LLC. ECA FAROS a signé un accord de distribution de ses produits sur le marché américain avec l'acquéreur du fonds.

Il n'y a pas d'autre événement significatif intervenu entre le 30 juin 2018 et la date du Conseil d'administration qui a procédé à l'arrêté des comptes consolidés condensés.

NOTE 12 LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES

Sociétés	Société mère au 30 juin 2018	% de contrôle		% d'intérêt		Méthode	
		Juin 2018	Décembre 2017	Juin 2018	Décembre 2017	Juin 2018	Décembre 2017
Structure							
ECA SA	-	Top	Top	Top	Top	IG	IG
ECA DEV 1 ⁽¹⁾	ECA SA	100	100	100	100	IG	IG
Secteur Aérospatial							
ECA AEROSPACE	ECA SA	100	100	100	100	IG	IG
ECA CNAI	ECA AEROSPACE	100	100	100	100	IG	IG
ECA SINTERS	ECA AEROSPACE	100	100	100	100	IG	IG
ELTA	ECA AEROSPACE	100	100	100	100	IG	IG
Secteur Robotique							
BUREAU MAURIC	ECA SA	60,06	71,47	60,06	71,47	IG	IG
ECA DRONE	ECA SA	100	100	100	100	IG	IG
ECA DYNAMICS ⁽¹⁾	ECA SA	51	51	51	51	IG	IG
ECA EN	ECA SA	100	100	100	100	IG	IG
ECA ROBOTICS	ECA SA	100	100	100	100	IG	IG
ECA RSM	ECA SA	100	100	100	100	IG	IG
ECA SINDEL (Italie) ⁽²⁾	ECA SA	-	99,38	-	99,38	-	IG
ECA SINDEL BRASIL (Brésil) ⁽²⁾	ECA SINDEL	-	99,80	-	99,19	-	IG
EN MOTEURS	ECA EN	100	100	100	100	IG	IG
ESFE (Singapour)	ECA SA	100	100	100	100	IG	IG
TRITON IMAGING (États-Unis)	ECA SA	100	100	100	100	IG	IG
1ROBOTICS (États-Unis) ⁽¹⁾	ECA SA	29,89	29,89	81	81	MEQ	MEQ
Secteur Simulation							
ECA FAROS	ECA SA	100	100	100	100	IG	IG
SSI (États-Unis)	ECA SA	100	100	100	100	IG	IG

⁽¹⁾ société sans activité.

⁽²⁾ sortie du périmètre au 1^{er} janvier 2018.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

(Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2018)

PricewaterhouseCoopers Audit

63 rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

Corevise

26 rue Cambacérès
75008 Paris

Aux Actionnaires,

ECA SA

262, rue des Frères Lumières
83130 La Garde

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société ECA SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.2 « Retraitement des informations financières des exercices antérieurs – mise en œuvre de la norme IFRS 15 » de l'annexe aux comptes consolidés qui expose les modifications apportées aux comptes consolidés au 30 juin 2017 et au 31 décembre 2017 au titre d'une correction rétrospective des comptes.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 18 septembre 2018

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

David Clairotte

RSM Paris

Stéphane Marie

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-avant présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Guenaël GUILLERME, Directeur Général